

LA DÉPÊCHE DES ACTIONS URGENTES

Bonnes nouvelles parvenues au service de septembre à décembre 2019

AMNESTY
INTERNATIONAL 

SF 19 PA 53

N° 63

FÉVRIER 2020



Ils sont libres !

ARABIE SAOUDITE

Le 1^{er} novembre 2019, les autorités saoudiennes ont remis en liberté deux ressortissants du Qatar, **ALI NASSER ALI JARALLAH** (70 ans) et son fils **ABDULHADI ALI NASSER ALI JARALLAH** (17 ans), qui sont ensuite rentrés chez eux à Doha. Le 18 août 2019, leur famille avait perdu tout contact avec eux, alors qu'ils s'étaient rendus en Arabie saoudite pour rendre visite à des proches. *Amnesty International* craignait qu'ils n'aient été victimes d'une disparition forcée et avait appelé le roi Salman à révéler le lieu où ils se trouvaient et à les libérer immédiatement s'ils n'étaient pas inculpés rapidement d'une infraction prévue par la loi.

IC AU 114 /19

ETHIOPIE

L'enseignant d'université **FIREW BEKELE** a été libéré le 19 novembre après avoir passé trois mois en détention pour son rôle présumé dans la rédaction et la publication d'un livre intitulé *The Hijacked Revolution*. L'homme, prisonnier d'opinion, n'aurait jamais dû être persécuté.

Le chef de la Commission éthiopienne des droits humains lui avait rendu visite en prison et avait appelé à sa libération immédiate à la suite de l'Action Urgente publiée par *Amnesty International* le 20 septembre.

IC AU 123 /19

Bulletin du Service des Actions Urgentes
Amnesty International
rue Renée Aspe - 31000 Toulouse
tél : 05 61 23 53 73 fax : 05 61 23 53 90
Email : atoulouse@amnesty.fr

CHYPRE

AHMED H. a enfin été autorisé à rentrer chez lui et à retrouver sa famille, à Chypre le 28 septembre. Il était séparé de sa femme chypriote et de ses deux filles depuis presque quatre années, après avoir été condamné à tort en Hongrie.

Les autorités chypriotes avaient reçu des milliers de lettres et de courriels de militants d'*Amnesty International*.

AHMED et son épouse ont exprimé leur gratitude à l'égard de tous ceux qui les ont soutenus.

IC AU 88/19



© Ede Istvan Judt

Projection demandant la libération d'Ahmed sur le mur du Ministère de la Justice à Budapest

IRAK

Le 13 novembre 2019, la militante et secouriste **SABA MAHDAWI** a été libérée et a pu rentrer chez elle. Elle avait « disparu » après avoir été enlevée par un groupe d'inconnus le 2 novembre.

Sa famille a affirmé à *Amnesty International* que **SABA** était en bonne santé, qu'elle n'avait pas subi de mauvais traitements durant sa captivité et qu'elle elle avait été enfermée dans une habitation privée. Selon des informations, ses ravisseurs – dont elle ne connaît pas l'identité -l'ont interrogée à plusieurs reprises sur ses activités place Tahrir (de Bagdad).

IC AU 152/19



Twitter

ISRAËL / T.O.

SAYYAH ABU MDEIGHIM AL TURI (70 ans), défenseur des droits et chef bédouin du village d'Al Araqib Néguev/Naqab - non reconnu par les autorités israéliennes - a bénéficié d'une libération anticipée le 22 juillet 2019 après avoir passé sept mois en détention pour avoir exercé ses droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Après sa libération, il a remercié **Amnesty International** et toutes les personnes qui ont agi en sa faveur : « *Je vous remercie tous beaucoup pour avoir défendu les droits de mon peuple et être intervenus pour la protection de nos terres. Pendant mon emprisonnement, j'ai ressenti et entendu votre soutien haut et fort, et cela a énormément compté pour moi. (...) Je suis libre à présent, mais nous poursuivons notre combat. Notre village a été démoli au moins 150 fois. Les autorités israéliennes tentent non seulement de détruire nos bâtiments, mais aussi d'anéantir ma volonté de continuer de protéger mon territoire .../..* » **IC AU 04/19**



Village d'al'Araqib : des membres d'une famille sont assis sur ce qui était leur domicile après avoir été expulsés de force

MYANMAR

AUNG KO HTWE, ancien enfant soldat, a été libéré par anticipation le 6 septembre 2019, sans doute pour bonne conduite. Arrêté en août 2017 pour avoir donné une interview aux médias sur son enrôlement de force dans l'armée, il avait été condamné à deux ans et six mois



Il n'aurait jamais dû être incarcéré pour avoir exercé sans violence son droit à la liberté d'expression.



Amnesty International continuera de suivre sa situation et réagira comme il convient en cas d'évolution.

Un grand merci à tous ceux qui ont agi en sa faveur !

IC AU 132/18

UKRAINE

EDEM BEKIROV, un Tatar de Crimée, est enfin libre et a retrouvé sa famille à Kiev à la suite de l'échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine du 7 septembre. Arrêté par les forces de sécurité russes le 12 décembre 2018 en Crimée - région occupée par la Russie - il a été maintenu en détention provisoire dans des conditions inhumaines et privé des soins médicaux spécialisés dont il avait besoin de toute urgence.

Sa fille **ELEONORA BEKIROVA**, a remercié toutes les personnes qui ont soutenu son père et sa famille : « *Une fois encore, je veux remercier toutes les personnes qui nous ont aidés et soutenus durant cette période difficile, qui ont écrit des messages de soutien à papa et à notre famille. Je lui ai transmis tous vos vœux !* »

IC AU 79/19



TUNISIE

Un tribunal a mis **MAISSA AL OUESLATI** (18 ans) hors de cause le 19 septembre 2019 pour toutes les accusations retenues contre elle : elle risquait jusqu'à quatre ans d'emprisonnement. Avec son frère (16 ans), ils avaient été arrêtés le 4 septembre 2019 pour avoir filmé un manifestant qui menaçait de s'immoler par le feu devant un poste de police.

Ils avaient reçu le soutien de plusieurs organisations de défense des droits humains en Tunisie et à l'étranger dont les membres se sont présentés au tribunal le jour de l'audience et ont brandi des messages de soutien devant le palais de justice.

Après sa libération, **MAISSA AL OUESLATI** a déclaré à **Amnesty International** : « *Tout mon respect et toute mon affection pour avoir été à mes côtés. Je n'aurais jamais imaginé recevoir un tel soutien.* »

Bouleversée par la quantité de soutiens qu'elle a reçu (dont beaucoup de la part de membres **d'Amnesty International**), cet incident l'a déterminée à poursuivre ses activités militantes en faveur d'un changement positif en Tunisie.

IC AU 125/19

LA DÉPÊCHE DES ACTIONS URGENTES

USA

ALEJANDRA BARRERA, militante transgenre salvadorienne détenue par les services de l'immigration des États-Unis depuis 2017, a été libérée vendredi 6 septembre 2019 au soir. Si la libération d'Alejandra est le résultat d'efforts collectifs, elle n'aurait pas été possible sans les interventions répétées d'*Amnesty International*.

ALEJANDRA a été accueillie devant le centre de détention par des amis et elle a remercié *Amnesty International* et notre organisation partenaire *Translatin@ Coalition*: « *Même si je ne vous ai pas rencontrés, c'est un honneur pour moi de vous adresser ce message d'amour, de lutte et de courage. Grâce à vos lettres de soutien [...] vous m'avez donné la force de poursuivre ce combat qui a été si dur pour moi... Merci infiniment, et je suis là pour continuer de me battre.* »

Alejandra restera en liberté dans l'attente de la décision finale concernant sa demande d'asile qu'*Amnesty International* suivra de près. **IC AU 108/18**



Divers

ARGENTINE

VANESSA GÓMEZ CUEVA, une mère péruvienne de trois enfants, avait été expulsée il y a sept mois d'Argentine avec son fils de deux ans mais contrainte à laisser ses deux autres enfants dans le pays. Une décision historique du directeur national des migrations l'a autorisée à revenir en Argentine. Après avoir été séparée de force de sa famille pendant sept mois, **VANESSA** peut donc rentrer avec son fils grâce aux efforts collectifs de son avocat et d'organisations de la société civile et au soutien de la communauté internationale et de militant·e·s qui se sont unis pour demander leur retour.

Amnesty International continuera de surveiller la situation afin de veiller à ce que l'État garantisse le retour de **VANESSA** et de son bébé en Argentine et à ce qu'elle puisse rester en Argentine en bénéficiant d'un statut migratoire régulier. **IC AU 039/19**



CHILI

Le 15 novembre, le président **Sebastián Piñera** a annoncé que tous les partis politiques étaient parvenus à un accord sur la tenue d'un référendum en 2020 portant sur une nouvelle constitution, principale demande des manifestants depuis le 18 octobre.

Le président avait précédemment décrété la fin de l'état d'urgence et mis fin au déploiement de l'armée dans les rues le 27 octobre.

Nous surveillons de près la situation critique dans le pays et nous allons lancer une nouvelle campagne sur cette crise des droits humains. **IC AU 137/19**

COLOMBIE

Le procureur général de Colombie s'est accordé avec **DANELLY ESTUPIÑÁN** le 28 août pour mener une enquête nationale visant à trouver les responsables des différentes atteintes à la sécurité qui ont mis sa vie en danger.

À la suite de pressions nationales et internationales, le 28 août, **DANELLY** a pu rencontrer le procureur général de la Colombie, **Fabio Espitia**, en présence d'un représentant du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et d'un avocat. Le procureur général a accepté de désigner un procureur spécial pour mener l'enquête. Il a également accepté que **DANELLY** puisse contacter directement son équipe afin de suivre l'évolution de l'enquête. **IC AU 91/19**



OUZBEKISTAN

RACHITJON KADIROV, ancien procureur général d'Ouzbékistan, et 12 autres personnes ont été jugés lors d'un procès qui s'est étendu de janvier à juin 2019. Selon des informations crédibles, Rachitjon Kadirov a été soumis à des actes de torture et à d'autres formes de mauvais traitements afin de le forcer à témoigner contre lui-même et contre d'autres personnes durant sa détention provisoire.

À la suite de l'attention internationale portée à son cas, il aurait cessé d'être torturé et maltraité. **RACHITJON KADIROV** a été condamné le 26 juin à 10 ans d'emprisonnement. **IC AU 44/19**

SRI LANKA

Les membres d'une famille catholique pakistanaise venus à Colombo en juillet 2013 pour demander asile au Sri Lanka en raison des menaces pesant sur leur vie au Pakistan sont rentrés d'eux-mêmes dans leur pays d'origine en septembre. Arrêtés pour être restés au Sri Lanka au-delà de la période de validité de leur visa, les membres de la famille John étaient détenus dans des conditions déplorables quand **Amnesty International** a appris, le 31 mai 2019, qu'ils étaient sous la menace d'une expulsion imminente. Après les attentats du dimanche de Pâques 2019, ils ont été chassés de leur foyer avec d'autres familles demandeuses d'asile par des groupes violents. Si leur expulsion a pu être empêchée, ils ne se sont pas vu proposer de solution sûre de relogement par les autorités sri-lankaises et ont dû rentrer au Pakistan, car ils ne pouvaient plus vivre dans le centre de détention. **IC AU 80/19**



Des enfants dans un camp de réfugiés au Sri Lanka

UKRAINE

Le 23 novembre, une protection policière adaptée a permis à une centaine de défenseur-e-s des droits des personnes transgenres d'organiser la marche prévue à Kiev, la capitale ukrainienne, pour la Journée du souvenir trans 2019. La police a réussi à empêcher les tentatives de groupes prônant ouvertement la haine et la discrimination qui visaient à perturber l'événement. La protection de cette marche contraste vivement avec la façon dont s'est déroulée l'édition 2018, lors de laquelle les policiers n'ont pas protégé les participant-e-s, en ne prenant aucune mesure contre les membres de groupes violents qui ont attaqué la marche et en préférant forcer les militant-e-s à entrer dans une station de métro, ce qui a eu pour effet de mettre fin à leur rassemblement pacifique.

Les organisateurs de la **TRANS MARCH** adressent leurs remerciements à toutes les personnes en Ukraine et dans le reste du monde dont le soutien a contribué à cette réussite. **IC AU 157/19**



Peines de mort - Commutation

USA

Le 15 novembre, la Cour d'appel pénale du Texas a annulé l'exécution de **Rodney Reed** et ordonné que le tribunal de première instance qui l'a jugé examine les nouveaux éléments dans l'affaire.

Le Comité des grâces et des libérations conditionnelles du Texas s'est également déclaré favorable à un report de l'exécution et a recommandé que le gouverneur accorde à cet homme un sursis de 120 jours.

RODNEY REED est dans le couloir de la mort depuis 1998.

IC AU 146/19

